

Solidaires



Branche INRA

Expression de la délégation SUD au CTP-INRA du 9 octobre 2008

13/10/08

Reprise de l'intervention introductive

Ce mois d'octobre, se développe une crise boursière qui a pour origine la spéculation financière et nous n'en connaissons pas l'étendue des retombées sur l'économie réelle. Nous savons encore moins quelles seront les conséquences concrètes pour la recherche publique et ses personnels, déjà mis à mal par des années de logique libérale. A longueur d'années, et à tous les niveaux, la supériorité de ce système libéral de dérégulation a été vantée.

Aujourd'hui, l'intervention de l'Etat est présentée comme la seule planche de salut pour sauver le système bancaire. Et l'on trouve des sommes pharaoniques pour sauver ce système alors que hier il s'avérait impossible de trouver le minimum pour satisfaire les besoins socialement urgents.

C'est un moment opportun pour rappeler notre exigence d'une recherche publique basée sur fonds pérennes et avec des personnels titulaires. Pour ce faire, la remise à plat de tout le dispositif initié par les dernières lois (le « pacte » et la loi LRU) est une nécessité. Et nous continuons de penser que c'est une illusion de croire que le projet de « contorsium » suffirait à y remédier.

Et s'agissant du projet de budget 2009, les premières informations connues confirment le désengagement de l'Etat avec des suppressions de postes et un budget en réduction si l'on retire l'inflation et la réserve pour l'augmentation des retenues pour pension.

Pour en venir au contexte interne à l'INRA, cette rentrée,

Notre syndicat l'a déjà souligné lors des précédents CTP : la délégation SUD-Recherche-EPST est particulièrement attentive au contexte du déroulement des échanges.

Depuis Juin donc, même si la période est courte, nous en tirons quelques enseignements inquiétants :

- La confusion existant entre le débat et l'information.

Lors des 2 CTP de rentrée la mission « Chevassus » est l'objet de points d'information. Et pourtant la contribution de la DG de l'INRA diffusée en document préparatoire de ce CTP fait état de « *débats tenus en CTP le 17 septembre* ». Le même vocable est repris s'agissant du CSN de rentrée.

Ceci nous apparaît d'autant plus gênant que le CTP de juin avait formulé un avis clair demandant de « *consulter l'ensemble des personnels et des instances représentatives* ».

Et ne nous dites pas que nous ergotons sur les mots :

- les 4 observateurs syndicaux au CSN ont déjà exprimé le malaise ressenti à la lecture de la brève relatant le déroulement de la rencontre où ce sujet était à l'ordre du jour.

- Et, nous avons déjà eu l'occasion d'exprimer oralement à Monsieur EDDI, lors de la réunion plénière tenue au début des CAPN de promotion que nous n'admettions pas – en ce qui nous concerne – sa présentation indiquant que la contribution de l'INRA avait été discuté avec les 4 organisations syndicales. Il faisait référence aux rencontres proposées par la Présidente à l'occasion de son renouvellement de mandat, invitation sans ordre du jour et dans un cadre informel, avait-elle-même d'ailleurs souligné.

Syndicat SUD Recherche EPST branche INRA

Secrétariat : Domaine de la Motte, INRA, 35650 LE RHEU

mél : contactinra@sud-recherche.org - Tél : 06 75 27 68 74 ou 02 23 48 51 35

<http://www.sud-recherche.org/>

- Le recul, voire la fin, du débat collectif à l'échelon de l'établissement.

Les récentes initiatives de responsables de Départements de recherche, s'adressant individuellement et directement à certains agents (uniquement de catégorie A... ce qui est bien méprisant pour les autres !), en lieu et place des instances (Conseils scientifique et de gestion) qu'ils président, en rajoutent dans le discrédit de la concertation collective.

Sur ce point, nous souscrivons à l'argumentaire développé dans l'expression de la CGT-INRA¹.

Nous ne sommes pas contre la liberté d'expression à l'INRA, soyez rassurés... mais pour l'égalité de traitement. Si chacun-e peut désormais accéder à ces mêmes supports de communication, faites-le savoir ! Sinon, il faut y mettre fin et engager, à tous les niveaux, la concertation demandée ... par l'avis émis en CTP au mois de Juin.

- Le CTP reste un « OVNI » pour la grande majorité des agents

C'est un point d'accord avec la Direction Générale, sachant que Monsieur EDDI pense que notre estimation de 95 % d'agents non informés des travaux de cette instance est optimiste !

Il est également anormal que le personnel ne soit pas directement informé par la Direction des avis émis par le CTP, surtout lorsque ces avis le concerne directement comme celui voté en juin par exemple.

Il apparaît que ce sujet a été abordé au CTP de janvier dernier, avant notre arrivée donc, dans le cadre d'un point d'information concernant les modalités d'accessibilité aux documents préparatoires des CTP... et curieusement, la seule suite reprise à ce jour concerne la dématérialisation des documents préparatoires.

Nous demandons donc que le projet de compte-rendus adaptés disponibles sur l'intranet se concrétise rapidement... c'est une première étape pour que les agents puissent davantage s'informer sur les enjeux des dossiers traités.

Suivi de l'ordre du jour de ce CTP,

Il était largement consacré à des questions sociales (bilan social 2007, point handicap, aides et prêts) nous avons rappelé notre **demande d'un débat préalable de fond sur la finalité de la politique sociale développée à l'INRA**, avant de débattre de notes de gestion des dispositifs spécialisés.

Parmi les points soulevés : constat partagé d'un manque de données - dans le bilan social - permettant de mesurer le budget dégagé pour compenser les inégalités ; actualisation prévue de la note « travail et handicap » de 2003, et la perspective d'une convention avec le nouveau fonds inter fonctions-publiques (FIPHFP) ; campagne d'information sur les « aides et prêts » et gestion centralisée du dispositif afin de favoriser la confidentialité dans le traitement des dossiers.

Concernant la « mission Chevassus » sur le projet de consortium, chaque partie en est restée à la position exprimée en septembre. La contribution définitive de la Direction de l'INRA est globalement identique à celle diffusée le mois dernier et la Direction nous assure ne pas avoir connaissance du rapport rédigé par Monsieur Chevassus-au-Louis. **Seule information nouvelle : le rapporteur aurait un rendez-vous au ministère autour du 20 octobre, et un CTP se tiendra dès que le rapport sera public. Concernant le projet de budget 2009, la DG ne veut pas avoir de débat en CTP avant le passage du dossier en Conseil d'Administration, qui a lieu - au mieux - fin novembre.**

Un calendrier bien commode, car les décisions importantes seront bouclées dans l'intervalle !

¹ Nous n'avons donc pas repris en séance, le développement que nous avions préparé :

« Nous n'avons pas été les seuls à nous étonner de ce comportement nouveau à l'INRA. Et nous partageons l'incompréhension des membres de ces instances, alors que le sujet évoqué est au cœur de leur compétence. Nous ne pouvons accepter une telle dérive, car il y a en l'espèce détournement de moyens de communication commun pour défendre des opinions personnelles et d'ailleurs revendiquées comme telles, nous le reconnaissons. »
